

Objectif «Santé pour tous»

La santé humaine est très dépendante de celle de nos environnements, Esperanza21 l'a abordé dans les éditos « *Santé dévoyée !* » (mars 2017) et « *Bonne santé , pas si simple !* » (Mai 2017).

L'OMS a d'abord proclamé : «*la Santé, ce n'est pas seulement l'absence de maladie*», puis «*la santé est un état d'équilibre du bien-être physique, mental et social*».

Elle a progressivement introduit l'idée qu'il ne s'agit pas d'un état figé, mais d'un équilibre dynamique, donc d'une quête permanente d'équilibre entre ces différentes composantes, auxquelles s'ajoutent les facteurs environnementaux.

Équilibre dynamique entre des facteurs individuels et collectifs, biologiques et psychiques... sociaux, sociétaux, économiques, écologiques, tous en lien plus ou moins directs avec les facteurs politiques.

La santé, personne ne l'a en soi, chacun doit la construire ou la restaurer au quotidien.

Ce n'est pas le domaine réservé de quelques catégories de professionnels.

Notre santé relève, aussi, de nos choix, de nos actes individuels et collectifs.

Alimentation suffisante et équilibrée, qualité de l'air et de l'eau, qualité des écosystèmes et des biodiversités, habitats dignes... en sont des facteurs déterminants, mais insuffisants.

Développer, consolider, voire regagner la santé nécessite un projet politique de SANTÉ , qui vise à terme la réduction à leur plus simple expression des politiques de SOINS.

Actuellement, nous constatons un effondrement de la biodiversité et une invasion toujours plus grande des diverses pollutions... Des espèces entières disparaissent. Pourquoi l'espèce humaine serait-elle à l'abri de ses propres (mauvaises) actions ?

Cessons de faire comme si nous n'étions pas directement concernés! Enfants de la biodiversité, confrontés aux mêmes agressions, notre sort est lié à celui de l'ensemble du vivant.

De nouvelles maladies, dites environnementales, se multiplient autour de nous. Nous en connaissons en partie les causes. Mais, nous nous heurtons à des forces économiques qui ont tout intérêt à faire prévaloir le doute, le manque de preuves, l'information falsifiée, face à l'évidente nécessité d'appliquer au moins le principe de précaution !

Réaffirmons encore et encore qu'être en bonne santé ne concerne pas seulement notre état biologique, psychologique et culturel. Notre santé est tributaire de la qualité de la santé sociale. Donc, l'objectif de « *santé pour tous* » implique de remettre en question nos modes d'organisation sociétale, actuellement si inégalitaires et injustes.

C'est précisément ce qui a été développé récemment dans le cadre d'un colloque du CESE : « Santé environnementale et maladies chroniques : coût de l'action, coût de l'inaction »(1)

Le premier intervenant, **André Cicoella** (2), cite avec précision les développements spectaculaires de l'autisme, hyperactivité, obésité, AVC, cancers, etc.

Autant de signes de troubles mentaux et de maladies chroniques dont l'explosion est alarmante.

A l'évidence, on ne peut plus se contenter de poser la question des soins, sans poser celle des causes.

D'ailleurs, la prise de conscience, entre experts et dans l'opinion publique, fait consensus : l'envahissement de nos environnements par de nouvelles molécules chimiques coïncide avec ces nouvelles maladies. Les atteintes à la bonne santé sont liées, directement ou indirectement, aux modifications anthropiques des environnements.

Aussi, sommes-nous amenés à penser en termes de «santé environnementale» et de «responsabilité collective».

Le malade ne l'est pas du fait d'un mauvais choix individuel de vie, mais bien de mauvaises conditions de vie dont il n'a pas le choix car elles sont liées à des décisions pour lesquelles il n'est pas consulté ou pas entendu, ce qui est le cas le plus général.

Ce qui amène André Cicolella à conclure que «*les crises écologiques sont des questions sociales*».

Barbara Demeneix (3) insiste sur le risque que la présence de pesticides dans beaucoup d'environnements fait peser sur la bonne santé de la biodiversité ET de l'espèce humaine.

Les constats sont probants: espèces décimées, causes de mortalité identifiées, et, chez l'Homme, conséquences multiples et connues menaçant non seulement la vie au niveau individuel, mais aussi, la survie de l'espèce, en diminuant sa capacité à se reproduire.

Les recherches de l'EFSA (*Autorité européenne de sécurité des aliments*) sont parlantes. Sur 287 pesticides testés, 101 affectent l'hormone thyroïdienne humaine en se substituant à elle, les autres agissent sur notre développement neuronal.

Mais, dans la réalité, l'impact de chaque molécule est difficile à cerner et évaluer, du fait du fréquent usage de «cocktails» de compositions extrêmement variées.

Par contre, l'évaluation du coût des conséquences sur la santé humaine est possible : États Unis: 157 milliards de dollars, Union Européenne: 120 millions d'euros .

Pragmatiquement, il reste à comparer le coût de l'action au coût de l'inaction !

D'urgence, il est nécessaire de réglementer l'usage des pesticides et d'en faire effectivement appliquer les prescriptions.

Éloi Laurent(4) s'appuie sur les points forts développés par les intervenants précédents. Il les organise ensemble pour construire une pensée collective. A la manière de la construction de la «*sécurité sociale*», il suggère de créer un système de protection par rapport aux injustices et inégalités actuelles.

Il nous rappelle que «*la sécu*» avait été pensée, après guerre, pour les populations les plus fragilisées, auxquelles elle devait garantir une sécurisation sociale.

Aujourd'hui, les risques écologiques entraînant de nouveaux risques sociaux, nous devons prendre en compte ces deux sources d'inégalité et d'insécurité.

C'est un vrai défi à relever : mutualiser ces risques pour les réduire et réduire les injustices qui y sont accolées, en créant une ***sécurité sociale-écologique***.

Cet objectif nécessite que nous nous émancipions de l'effet paralysant du «*doute*» entretenu par les lobbies.

Sous prétexte qu'il ne serait pas sûr que les pesticides soient responsables des extinctions d'espèces, ni de nouvelles maladies pour l'Homme, on tergiverse , on repousse, on «sème le doute». Et, sans le moindre doute, cette fois, on continue à répandre les maladies et la mort dans l'eau, l'air, les sols, les aliments, etc...

Une véritable politique publique de promotion de la santé pour toutes et tous
s'appuiera sur la volonté de connaître et valoriser, protéger et respecter la biosphère, les facteurs environnementaux, sociaux et sociétaux.

A condition de choisir lucidement les stratégies économiques compatibles...

...Dans un contexte démocratique qu'il est urgent de consolider.

(1) *Colloque du vendredi 21 septembre 2018 au CESE*

<https://www.helloasso.com/associations/reseau-environnement-sante/evenements/sante-environnementale-et-maladies-chroniques-colloque-cese>

(2) **André Cicoella**, président du Réseau Environnement Santé, de formation chimiste et toxicologue, il enseigne également à Sciences-Po Paris

(3) **Barbara Demeneix**, professeure au Museum d'Histoire Naturelle: perturbateurs endocriniens, changer de paradigme, évaluer et comparer le coût de l'action au coût de l'inaction

(4) **Eloi Laurent**, Economiste OFCE/EMI Sciences Po et Stanford University